

Unité départementale du Bas-Rhin
Equipe Sud
14 rue du Bataillon de Marche n°24
BP 10001
67050 STRASBOURG cedex

Strasbourg, le 09/09/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/08/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EST GRANULATS

Espace Plein Sud II
12B Rue des Hérons
67960 ENTZHEIM

Références : 0006700055/VB/CE
Code AIOT : 0006700055

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/08/2024 dans l'établissement EST GRANULATS implanté Oberrieth - Nonnenweierschlag - Kastlau ZERC4 - 67150 GERSTHEIM. L'inspection a été annoncée le 15/07/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EST GRANULATS
- Oberrieth - Nonnenweierschlag - Kastlau ZERC4 - 67150 GERSTHEIM
- Code AIOT : 0006700055
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Est Granulats exploite une carrière de matériaux alluvionnaires à Gerstheim. L'extraction est réalisée en eau à la drague à grappin. Les matériaux extraits sont traités sur place avant d'être en majorité expédiés par voie fluviale. L'exploitant extrait actuellement les matériaux dans la partie ouest du plan d'eau (mise en eau de la zone en progression par décapage vers l'ouest).

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eau de surface
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan d'exploitation	AP Complémentaire du 11/08/2009, article ANNEXE I - article 14	Sans objet
2	Mise à jour du plan d'exploitation	AP Complémentaire du 11/08/2009, article ANNEXE I - article 15	Sans objet
3	Plan de gestion des déchets d'extraction	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 Bis	Sans objet
4	Existence d'une installation de gestion de déchets inertes d'extraction	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1 et Annexe I	Sans objet
5	Défruitement du gisement	AP Complémentaire du 25/07/2022, article 2	Sans objet
6	Stabilité de la berge EST	AP Complémentaire du 25/07/2022, article 3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a procédé aux relevés demandés pour s'assurer de la stabilité du secteur de la berge EST. Il est constaté l'absence d'instabilité notable des talus sur cette zone.

L'exploitant poursuit l'exploitation de la zone d'extraction par un décapage de la partie ouest du secteur de la phase actuelle, dans le périmètre autorisé par les arrêtés préfectoraux du 29/01/1986 et du 11/08/2009. L'exploitant indique le déplacement du merlon matérialisant la zone de danger, conformément aux conditions fixées à l'article 8 de l'arrêté du 11/08/2009.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/08/2009, article ANNEXE I - article 14
Thème(s) : Autre, Plan d'exploitation
Prescription contrôlée : Il est établi, pour la carrière, un plan d'exploitation orienté, à l'échelle de 1/1 000ème. Sur ce plan sont reportés : <ul style="list-style-type: none">- les dates des levées ;- le périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ainsi que ses abords dans un rayon de 50 m, la dénomination des parcelles cadastrales concernées ;- les bords de la fouille ;- les limites de sécurité définies à l'article 9 ;- les courbes bathymétriques équidistantes sur l'ensemble du plan d'eau, avec équibathes tous les 10 m de profondeur ;- la position de tous ouvrages ou équipements fixes présents sur le site et dans son voisinage immédiat, en particulier ceux dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques ;- l'emplacement exact du bornage, en particulier celui de la limite ouest, parcelle 29 ;- la position des dispositifs de clôture ;- l'étendue des zones décapées et les emplacements de stockage des terres de découverte ;- les limites des phases d'exploitation et de remise en état définies pour le calcul des garanties financières ;- l'étendue des zones où l'exploitation est terminée, celles en eau, celles remblayées et celles remises en état ;- les voies d'accès et chemins menant à la carrière ;- les piézomètres, cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière.
Constats : Le plan d'exploitation est disponible et affiché sur site. Les plans et coupes ainsi que les superpositions des coupes sont présentées à l'inspection. La tenue des plans n'appelle pas de remarque de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Mise à jour du plan d'exploitation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/08/2009, article ANNEXE I - article 15
Thème(s) : Autre, Mise à jour du plan d'exploitation
Prescription contrôlée : Le plan est mis à jour suivant les éléments visés à l'article 14, au moins une fois par an, par une personne ou un organisme compétent, à l'exception des courbes bathymétriques et des profils, qui sont mis à jour au moins tous les deux ans. Le plan d'exploitation est conservé sur le site et tenu à la disposition des agents mandatés pour assurer le contrôle de l'exploitation. Ce plan comprenant tous les éléments visés à l'article 14, en particulier les courbes

bathymétriques et les profils annexés, est communiqué à l'inspecteur des installations classées tous les deux ans.

L'inspecteur des installations classées peut demander à tout moment :

- que le plan soit établi ou validé par un géomètre-expert ;
- que des coupes supplémentaires (profils réalisés dans la direction de la plus grande pente) soient réalisées.

Constats :

L'exploitant a remis le 19/12/2023 à l'inspection les plans et coupes des levées topographiques et bathymétriques 2023.

Les levées topographiques et bathymétriques 2024 sont réalisées.

La mise à jour des plans, et coupes n'appelle pas de remarque de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Plan de gestion des déchets d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 Bis

Thème(s) : Autre, Plan de gestion des déchets d'extraction

Prescription contrôlée :

Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :

- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;
- le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;
- la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;
- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;
- en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;
- les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;
- le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets.

Constats :

Le plan de gestion des déchets d'extraction (PGDE) est communiqué à l'inspection, il couvre la période quinquennale janvier 2022 - janvier 2027.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Existence d'une installation de gestion de déchets inertes d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1 et Annexe I

Thème(s) : Autre, Existence d'une installation de gestion de déchets inertes d'extraction

Prescription contrôlée :

On entend par zone de stockage :

- lorsque les déchets d'extraction sont inertes un endroit choisi pour y déposer des déchets d'extraction solides ou liquides, en solution ou en suspension, pendant une période supérieure à trois ans, à la condition que cet endroit soit équipé d'une digue, d'une structure de retenue, de confinement ou de toute autre structure utile ; ces installations comprennent également les terrils, les verses et les bassins. Les déchets d'extraction inertes, lorsqu'ils sont replacés dans les trous d'excavation à des fins de remise en état ou à des fins de construction liées au processus d'extraction des minéraux (pistes, voies de circulation, merlons...), ne sont pas visés par les dispositions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes du présent arrêté. On entend par déchets d'extraction les déchets provenant des industries extractives, tels que les résidus (c'est-à-dire les déchets solides ou boueux subsistant après le traitement des minéraux par

divers procédés), les stériles et les morts-terrains (c'est-à-dire les roches déplacées pour atteindre le gisement de minerai ou de minéraux, y compris au stade de la préproduction) et la couche arable (c'est-à-dire la couche supérieure du sol). Ces déchets sont considérés comme des déchets d'extraction inertes, au sens du présent arrêté, s'ils satisfont aux critères fixés à l'annexe I du présent arrêté.

Constats :

Le PGDE indique les stockages des déchets d'extraction, mis en œuvre dans :

- le réaménagement coordonné du site ;
- les aménagements du site pour la sécurité (merlons) ;
- les aménagements du site pour la conduite de l'exploitation (pistes, etc.).

Les stockages des déchets d'extraction n'appellent pas de remarque de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Défruitement du gisement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/07/2022, article 2

Thème(s) : Autre, Défruitement du gisement

Prescription contrôlée :

L'exploitant se positionne sur la faisabilité et sur l'intérêt de l'exploitation des matériaux encore présents en partie Est de la phase d'exploitation 1 au-dessus de la limite d'exploitation autorisée, compte tenu de la nature des matériaux présents. Le volume de matériaux valorisables susceptibles d'être concerné est évalué et précisé. Le positionnement est justifié sur la base d'éléments technico-économiques. Le positionnement de l'exploitant et les éléments justificatifs sont présentés à l'Inspection des Installations classées pour la protection de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de la notification du présent arrêté.

Constats :

Lors de l'inspection, l'exploitant indique à propos du défruitement du secteur de l'exploitation de la phase I :

- avoir déterminé d'exploiter et que la qualité de gisement restant dans ce secteur n'est pas satisfaisante avec les techniques d'extraction et de traitement en place ;
- ne pas souhaiter, à ce stade, approfondir l'extraction dans ce secteur, même si la profondeur d'extraction autorisée le permet ;
- se réserve la possibilité d'envisager un nouveau phasage avec approfondissement (y compris avec la limite de profondeur aujourd'hui autorisée) dans ce secteur si les conditions technico-économiques venaient à s'y prêter (technique d'extraction, rentabilité de l'extraction).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit porter formellement à connaissance les justifications prévues à l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 25/07/2022.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Stabilité de la berge EST

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/07/2022, article 3

Thème(s) : Autre, Stabilité de la berge EST

Prescription contrôlée :

L'exploitant fait établir, sur la base des derniers relevés bathymétriques, des profils répartis tous les 100 mètres le long de la berge est de la carrière de Gerstheim (zone située le long du Brunnwasser). Sur la base de ces profils, l'exploitant analyse la conformité des pentes des talus aux

dispositions de l'article 11 de l'annexe I de l'arrêté du 11/08/2009. Il transmet les profils et les résultats de l'analyse à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté.

Si l'analyse des profils met en évidence des pentes non-conformes aux dispositions de l'article 11 de l'annexe I de l'arrêté du 11/08/2009, l'exploitant présente des éléments géotechniques relatifs à la stabilité des talus et, si nécessaire des actions correctives ou préventives, dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté.

Constats :

L'exploitant a établi et présenté à l'inspection les coupes et profils prévus à l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 25/07/2022.

L'observation des éléments produits par l'exploitant, en particulier des superpositions des coupes pour étudier l'évolution dans le temps des pentes et talus au droit de la berge OUEST, indique l'absence d'instabilité ou d'évolution défavorable des terrains de ce secteur.

Les éléments produits par l'exploitant n'appellent pas d'autre remarque de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite